

Le passage de l'armée de réserve de Bonaparte en Valais (1800)

p a r
P a t r i c k
M a y e

I N T R O D U C T I O N

┌ Pour bien écrire l'histoire du passage de l'armée de réserve de Bonaparte en Valais, il paraît sage d'écarter d'emblée les récits des chroniqueurs qui, sans consulter les sources de première main, se sont inspirés les uns des autres, reprenant des faits historiques, les déformant ou les mêlant à des légendes persistantes. Il vaut en effet mieux mettre en évidence un témoignage essentiel comme celui de Charles d'Odet, responsable des ouvriers valaisans au Grand-

Saint-Bernard en 1800, à qui l'historien Pierre-Alain Putallaz a consacré un article en 1975, ou la correspondance inédite du général de brigade d'origine tessinoise Joseph-Antoine Mainoni et celle du préfet national du Valais de l'époque, Charles-Emmanuel de Rivaz. Ces deux dernières sources constituent d'ailleurs le fil conducteur du présent article, dans la mesure où elles permettent non seulement de jeter un regard différent, original, sur un événement que l'on

croyait connu de manière exhaustive, mais mettent également en lumière le travail fourni par les Valaisans, un travail pénible et obscur pour-

tant souvent dédaigné par l'historiographie traditionnelle qui a exalté en priorité l'audace de Bonaparte et le courage des soldats français.

■
1 GRENAT 1904, pp. 517-518.

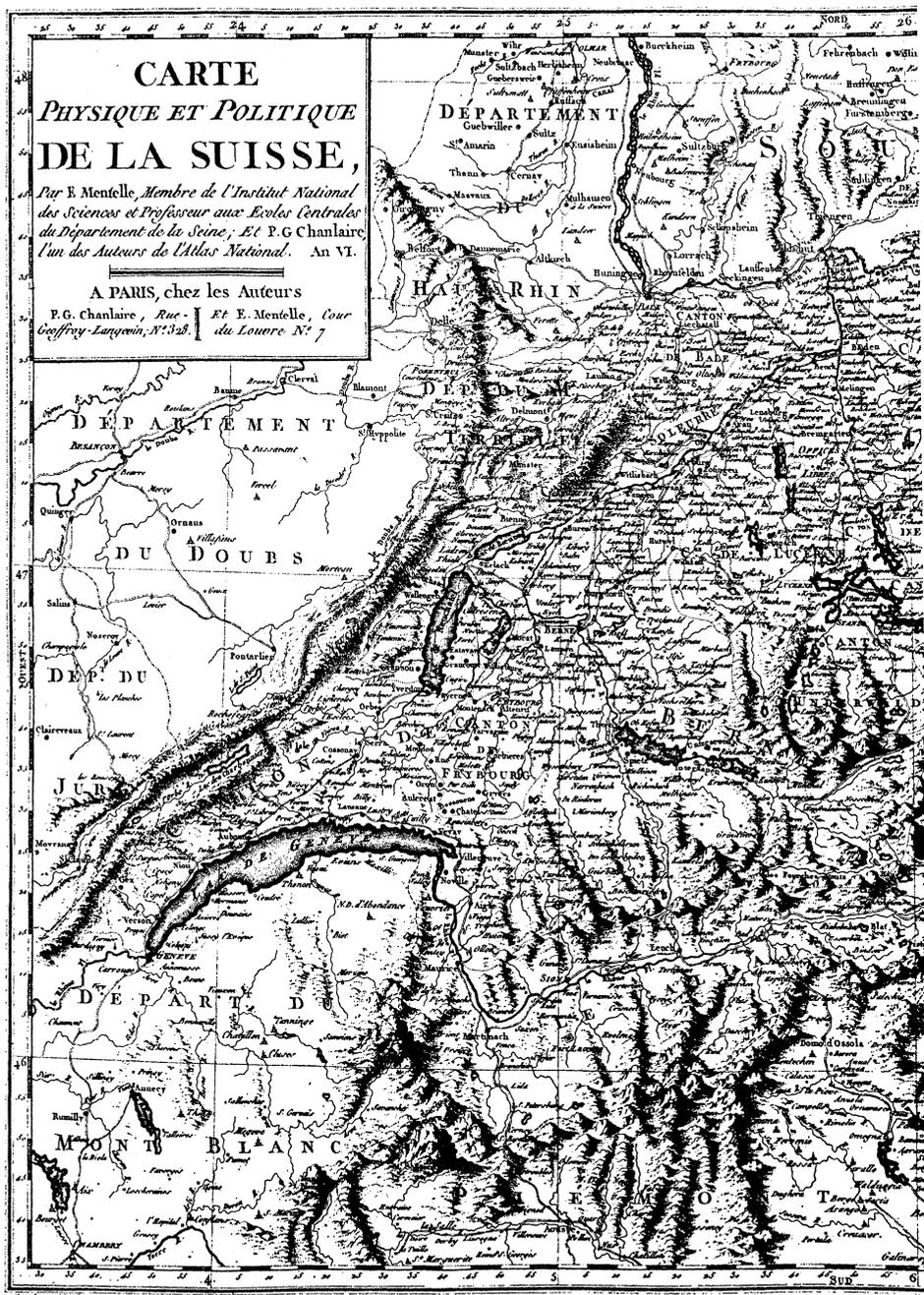
C O N T E X T E

Le col du Grand-Saint-Bernard constitue un passage stratégique dans les Alpes, certes difficile d'accès, mais très fréquenté surtout en raison de sa situation géographique et des soins prodigués par les chanoines de l'hospice qui ne disposaient à l'origine que d'un petit refuge pour abriter quelques hôtes, souvent des légionnaires romains et des marchands, avant d'agrandir leur maison au cours des siècles de façon à pouvoir assurer l'hospitalité sur une plus grande échelle. La congrégation du Saint-Bernard se relève à peine de la scission de 1752 entre religieux valdôtains et valaisans qu'elle connaît les remous politiques de la fin du XVIII^e siècle : chute de la République des VII Dizains, proclamation de l'indépendance du Bas-Valais, incorporation du pays à la République helvétique avec pour conséquence l'ingérence française, la répression des deux insurrections haut-valaisannes par l'armée française qui a envahi le pays.

De 1798 à 1802, le col du Grand-Saint-Bernard est occupé en permanence par des troupes françaises. Les premiers soldats arrivent à l'hospice le Jeudi Saint 1798 et, selon le chanoine Grenat, après s'être copieusement rafraîchis, se rendent à Aoste en hurlant des chansons républicaines. Les détachements franchissent le col à la chaîne de sorte qu'entre le 24 mai et le 12 novembre 1798, 43 000 hommes de l'armée du Rhin passent en Italie qui, déjà conquise, doit être constamment alimentée en troupes pour contenir les

armées autrichiennes¹. Lorsque les Austro-Russes gagnent du terrain et poussent jusqu'à Saint-Rhémy en 1799, 500 fantassins français prennent leurs quartiers à l'hospice à partir du mois de mai 1799. Ces derniers y sont délogés quelques semaines en juillet-août par les Austro-Russes à leur tour chassés par 200 Français qui restent en garnison à l'hospice jusqu'en 1802. Ajoutés aux dépenses de l'hospitalité ordinaire envers les voyageurs de passage, ces frais supplémentaires représentent une énorme surcharge pour la maison du Saint-Bernard.

En octobre 1799, Bonaparte regagne la France après sa longue campagne d'Égypte. Si les fronts du Rhin et de Hollande sont stabilisés, la situation dans les Alpes l'inquiète, car les Autrichiens, maîtres de la plaine du Pô, s'avancent jusque dans les hautes vallées des Alpes et menacent notamment dangereusement le Val d'Aoste. En novembre, Bonaparte nomme Masséna commandant en chef de l'armée d'Italie. Il lui procure 35 000 hommes, mais le général piétine rapidement dans les alentours de Gênes. Dans le contexte de la deuxième coalition de l'Europe monarchiste qui voit l'Angleterre, l'Autriche, la Russie, la Suède et les Bourbons de Naples et de Sicile ligués contre la France républicaine, le Premier Consul doit donc tenter un morceau de bravoure pour tomber par surprise sur les arrières de l'ennemi et désenclaver ainsi son pays attaqué sur tous les fronts.



Carte française datée de l'an 6 (1798) établie probablement d'après d'anciennes cartes allemandes avant l'entrée des Français en Suisse. Indique encore l'ancien cheminement romain utilisé au Moyen Age et montre un fort fantaisiste au milieu du Valais

Bonaparte doit d'abord constituer une armée. Le 25 janvier 1800, il charge Berthier de créer dans le plus grand secret une armée dite de réserve ou de secours. Soucieux de cacher son dessein le plus longtemps possible, le Premier Consul destine officiellement à la défense du pays les 60 000 hommes qu'il fait rassembler dans la région de Dijon. Le 18 février, il renonce à marcher sur l'Italie par le Splügen, car des magasins placés au col même ou à Coire seraient des proies trop faciles en cas de repli des troupes françaises. La correspondance du général Mainoni, commandant des troupes françaises en Valais, nous révèle le lendemain, soit le 19 février, que Bonaparte commence déjà à s'intéresser de plus près aux cols valaisans puisque le chef de brigade Clavel, commandant du 1^{er} bataillon d'infanterie légère stationné à Martigny, transmet à Mainoni une lettre que lui a remise un général qui n'a séjourné que deux heures à Martigny avant de repartir sans se faire connaître. Le lendemain, Mainoni demande à Clavel de ne laisser dans les cantonnements que de petits détachements afin de réunir ses forces sur Martigny pour aider les troupes françaises à *garder avec le plus grand soin tous les passages par lesquels l'ennemi pourrait se jeter dans le Valais. Il est très urgent, continue-t-il, de les faire garder vu que la saison commence à devenir belle et par conséquent les chemins deviennent plus praticables et plus faciles aux entreprises*².

Très intrigué par ces ordres, Mainoni demande à Clavel quelle route a empruntée le mystérieux général à son départ de Martigny...

Conscient que ses troupes sont trop peu nombreuses pour couvrir tout le pays, Mainoni prend des renseignements tant au sujet de la présence des forces ennemies à la périphérie du Valais qu'au sujet de l'état des différents cols. Le 22 février,

il incite Clavel à ne laisser qu'un petit nombre d'hommes pour la garde des dépôts et magasins en vue d'en libérer un maximum pour « la reconnaissance du St-Bernard et des autres débouchés »³. Mainoni insiste sur le renforcement de la surveillance du Simplon et du Grand-Saint-Bernard, deux positions importantes qu'il s'agit de défendre « avec la plus grande intrépidité »⁴. Il prend aussi des mesures pour que des magasins propres à approvisionner les troupes d'appui en Valais soient créés à Brigue, Martigny et à Sion qui, note-t-il, se trouve « au centre des deux points principaux »⁵. Nous apprenons d'ailleurs que la question de l'approvisionnement l'inquiète beaucoup puisque les magasins de Villeneuve sont vides et que les Valaisans, miséreux, ne peuvent fournir de la nourriture que pour trois jours vu que, n'ayant plus de viande, ils ne vivent que de lait et de « mauvais » fromages. La France doit donc fournir la plupart des vivres, or rien n'est arrivé de Genève depuis plusieurs jours... Le 27 février, Mainoni invite le chef de brigade Clavel à faire reconnaître

*le col Ferrez, et tous les passages du St-Bernard afin de les faire garnir convenablement par le bataillon de la 46^e qui doit être assez suffisant pour garder tous ces postes*⁶. Il demande également à Servant, commandant de la place de Martigny, d'acheminer au Saint-Bernard 50 cordes de bois « pour l'usage de ce point »⁷. Le Simplon et le Grand-Saint-Bernard ne retiennent en fait définitivement l'attention de Bonaparte qu'au milieu du mois de mars lorsque celui-ci, suite à une reconnaissance effectuée au St-Gothard le 1^{er} mars, abandonne l'idée de passer par Zurich, la haute vallée du Rhin ou le Tyrol. Le Premier Consul ordonne en revanche la poursuite des reconnaissances des autres voies de communication avec l'Italie.

² AEV, H 17, Registre de la correspondance du commandant Mainoni, n°51, 20 février 1800.

³ *Ibidem*, n°70, 22 février 1800.

⁴ *Ibidem*, n°72, 22 février 1800.

⁵ *Ibidem*, n°84, 23 février 1800.

⁶ *Ibidem*, n°100, 27 février 1800.

⁷ *Ibidem*, n°101, 27 février 1800.

Le général Mainoni est tout à fait conscient de l'importance stratégique des cols valaisans. Le 6 mars, apprenant qu'au mépris des ordres réitérés quelques militaires continuent de communiquer avec l'ennemi au Saint-Bernard, il blâme Vivenot, chef du 3^e bataillon de la 28^e stationné à l'hospice, et lui demande de sermonner ses hommes afin d'*empêcher qu'à l'avenir on ne se permette ces sortes de communications qui peuvent compromettre le salut de l'armée et celui de la troupe*⁸.

Le même jour, Mainoni s'inquiète aussi de l'accessibilité du col du Simplon et autorise les troupes qui y sont stationnées à distribuer des rations de vivres aux habitants employés « pour tenir ouverte la communication du Simplon »⁹. Il est encore question d'approvisionnement quelques jours plus tard lorsque Mainoni demande à Vivenot d'organiser au Saint-Bernard des réserves de farine et de viande afin que les hommes disposent d'une autonomie de quinze jours. Il souligne bien que l'approvisionnement de cette position stratégique est jugé urgent et prioritaire¹⁰.



1348 – Passage de l'Armée française au Grand Saint-Bernard, H[orace] V[ernet] (GATTLEN I, 1348)

Les reconnaissances effectuées par les troupes stationnées en Valais se révèlent précieuses pour l'état-major français. Le 12 mars, Mainoni informe le général Lecourbe qu'il prévoit une forte « déviation » de troupes autrichiennes par le Saint-Gothard, le Rheintal, le Saint-Bernard et la quinzaine d'autres passages faiblement gardés que compte le Valais. Il souligne – et c'est fort important – que le premier poste autrichien sur le versant italien est constitué de 2000 hommes stationnés à St-Rhémy, à deux heures des positions françaises, et que si Ivree, Vercelli et Pavie sont soutenus par des corps assez importants, il n'y aurait pas plus de 200 soldats au fort de Bard, endroit jugé très stratégique par Bonaparte et que les Français tenteront d'investir le 22 mai. Ne disposant que de 2200 hommes pour défendre le Valais, Mainoni fait part de ses soucis, mais il ne se rend pas compte qu'il livre des renseignements essentiels pour la suite des événements. En effet, lorsqu'il signale que le *Saint-Bernard n'est dans ce moment attaquant que de front, et malgré le peu de troupes que je peux y placer je ne crains rien pour le moment, mais le temps est si beau, la chaleur si forte, que je ne serai pas surpris de voir sous peu de jours s'ouvrir les passages contigus, cela me mettrait dans un grand embarras, vu que mes moyens sont si petits*¹¹, Mainoni révèle certes les lacunes françaises, mais met surtout le doigt sur les points faibles de l'ennemi que l'état-major français saura exploiter. Dès le 13 mars, Mainoni annonce qu'il va réquisitionner toutes les voitures disponibles dans la région pour acheminer les vivres, l'avoine et le fourrage de Villeneuve aux entrepôts de Sion et de Martigny¹². Il s'active également pour mettre en état de guerre toutes les pièces d'artillerie destinées à la défense du Valais. Il ordonne au commandant de l'artillerie Sappel de préparer les caissons, les munitions, les réserves nécessaires et d'organiser le transport de l'artillerie en vérifiant notamment s'il existe encore dans les ateliers *des traîneaux propres à transporter les pièces démontées par les montagnes, de même que des pièces propres à transporter les munitions à dos de mulets*¹³.

⁸ *Ibidem*, n°134, 6 mars 1800.

⁹ *Ibidem*, n°138, mars 1800.

¹⁰ *Ibidem*, n°165, 11 mars 1800.

¹¹ *Ibidem*, n°174, 12 mars 1800.

¹² Notons qu'il n'est plus fait mention du magasin de Brigue...

¹³ *Ibidem*, n°182, 13 mars 1800.

L'intérêt pour le Grand-Saint-Bernard semble évident puisque Mainoni conseille le même jour à Tourné, aide de camp du général Klark, « envoyé par le Premier Consul pour prendre des renseignements sur la position du Valais »¹⁴, de s'adresser au chef de brigade Clavel pour obtenir les indications désirées concernant le Saint-Bernard. Quant aux renseignements généraux au sujet des forces en présence en Valais, il entend les donner à Tourné de vive voix lors de leur rencontre à Sierre.

Les sources militaires indiquent qu'un rapport anonyme daté du 22 mars donne des renseignements sur la route et le col du Saint-Bernard tandis que le général en chef du génie Marescot et le jeune sous-lieutenant Tourné rédigent le 31 mars leurs rapports sur la situation économique du Valais qui mettent en évidence les carences en nourriture du pays tant pour les hommes que pour les chevaux¹⁵. Ces mises en garde sont suivies à la lettre puisque des munitions de bouche et de guerre sont activement concentrées à Genève, cependant non sans mal puisque tout fait défaut : hommes, armement, équipement, munitions, attelages, vivres, argent pour les soldes, etc. Le 6 avril, Mainoni fait part de ses soucis au général Montchoisi avec une extrême franchise :

Je ne suis pas citoyen général, ni alarmiste, ni facile à m'alarmer, mais je me croirais extrêmement coupable si je tardais à vous faire connaître la véritable situation du pays que je dois défendre. Je vous dirai donc que les forces des Autrichiens ne sont pas indifférentes sur le revers de nos montagnes, elle est quadruple à celle que nous avons dans ce pays-ci. Outre cette force il s'organise dans cette partie un corps de Valaisans parfaitement instruits de tous les passages et points principaux de défense du pays. Outre ces dispositions qui sont certaines et dont on ne peut plus douter, les mouvements, les bruits sourds et les menaces par-ci par-là des habitants du pays et surtout ceux du Haut-Valais font craindre une nouvelle insurrection à laquelle nous devrions être à même de faire tête avant que la réunion puisse se faire avec les

*Autrichiens qui ne cessent de la fomenter. Les administrations et fonctionnaires publics du pays sont d'une faiblesse vraiment étonnante, leur indolence et peu de fermeté portées jusqu'à l'excès. Elles dégoûtent même, rien ne marche, tout est entravé et lorsque nous avons besoin du moindre secours soit en transport soit en fourrages etc., nous sommes arrêtés à chaque instant, cela ne serait [rien] si l'on ne remarquait point clairement que l'on souffre sans y faire la moindre attention les ennemis des Français que les fonctionnaires publics sont les premiers à voir cela avec indifférence et servent même quelquefois la cause des ennemis en clabaudant eux-mêmes*¹⁶.

Désireux de renforcer davantage les points stratégiques, Mainoni joint les actes à la parole dès le lendemain puisqu'il envoie au-dessus de Martigny le 1^{er} bataillon de la 44^e demi-brigade : l'état-major et quatre compagnies au Saint-Bernard, deux compagnies dans la vallée de Bagnes et deux autres dans le Val Ferret, la 8^e compagnie restant en réserve à Sembrancher. Les troupes doivent se ravitailler à Martigny et se porter « autant en avant que les neiges le permettront » afin d'arrêter toutes les personnes venant du côté ennemi. Le chef de bataillon Vivenot est chargé de mettre par écrit tout ce qu'il sait et observe sur la position et de le transmettre à Servin, chef du 1^{er} bataillon¹⁷. Mainoni apprend le même jour que le général de brigade Gavin a ordonné une livraison de 1000 paires de souliers en faveur de la 28^e demi-brigade¹⁸. Les choses se précisent...

Le bataillon, dont la moitié des hommes se trouvent sans armes, ce qui est gênant pour des hommes devant se porter aux avant-postes, passe à Martigny le 11 avril et arrive au Saint-Bernard le lendemain pour relever les hommes de Vivenot. Le 14, Mainoni sermonne les membres de la Chambre administrative du Valais qui n'ont pas encore pris les mesures adéquates pour faire livrer aux troupes stationnées au Saint-Bernard la paille dont elles sont privées depuis quinze jours. Ferme, le général français refuse d'accepter le marché – les 1500 bottes de paille exigées contre du riz –

■
¹⁴ *Ibidem*, n°189, 14 mars 1800.

¹⁵ Grenat situe la reconnaissance du col fin avril-début mai. Déguisés en chasseurs, plusieurs officiers supérieurs dont le général Marescot séjournent plusieurs jours dans la région du Grand-Saint-Bernard pour effectuer des repérages (GRENAT 1904, pp. 515-516).

¹⁶ AEV, H 17, Registre de la correspondance du commandant Mainoni, n°239, 6 avril 1800.

¹⁷ *Ibidem*, n°241, 7 avril 1800.

¹⁸ *Ibidem*, n°249, 7 avril 1800.

que lui propose l'agent de Bourg-Saint-Pierre, car il estime que les circonstances ne permettent plus ce genre de relations commerciales pratiquées en d'autres temps. Mainoni regrette également de ne pouvoir rendre service aux religieux du Saint-Bernard, qu'il avoue estimer pourtant beaucoup, mais nous ne savons hélas pas à quel sujet¹⁹.

Malgré les nombreuses difficultés, la préparation de l'opération et la formation de l'armée de réserve suivent leur cours, mais le choix du col n'est pas encore arrêté. Selon le rapport de Mainoni, les cols sont ouverts et praticables au début du mois d'avril et les Autrichiens, présents en force, bien servis par les habitants et un corps d'environ 400-500 Valaisans à leur solde et bien armés, pourraient en profiter. Le 15 avril, Mainoni ordonne une reconnaissance des passages entre Sion et la Furka, et même jusqu'au Saint-Gothard, sans doute pour donner le tournis aux espions étrangers. Quelques jours plus tard, il envoie de nouveaux renforts au col Ferret et dans la vallée de Bagnes, en attendant les 3000 hommes de la 101^e demi-brigade à qui il n'indiquera la posi-



Les roues enrobées de paille

tion qu'à leur arrivée prévue les 23-24 avril²⁰. Alors que la réquisition de voitures se poursuit dans le canton du Léman et dans la région de Saint-Maurice, Mainoni recense les passages ou débouchés qui auraient échappé à leur surveillance afin de les faire garder. Il place notamment une compagnie de réserve à Liddes, demande que la « plaine de Proux au bas du St-Bernard » soit tenue par une compagnie placée en renfort à Bourg-Saint-Pierre, organise enfin un poste de surveillance dans les baraquements les plus proches du sentier qui descend du Mont Vélán afin d'empêcher les Autrichiens de bloquer, comme ils ont déjà tenté de le faire, le point « essentiel » que représente le Saint-Bernard²¹.

Mainoni voit arriver les renforts avec plaisir, car la neige qui fond rapidement au Simplon comme au Saint-Bernard rend les cols tout à fait praticables. Cette augmentation de troupes implique un accroissement des besoins en subsistances, mais, souligne l'officier français, il faut éviter de procéder à de nouvelles réquisitions de vivres, car, en ne ménageant pas les minces ressources du pays, l'on entretient l'esprit de révolte, d'hostilité contre la cause française. Or, il n'est pas question que les Valaisans soutiennent les Autrichiens si ceux-ci effectuent une percée... Si la France entend assurer l'approvisionnement, elle compte tout de même sur la population locale pour acheminer en Valais les vivres et le fourrage qui regorgent à Villeneuve, mais qui ne trouvent pas porteurs. Mainoni tance d'ailleurs la Chambre administrative du Valais coupable de n'avoir fourni que 10 voitures et 68 bottes de paille alors qu'il en attendait entre 1200 et 1500 au Saint-Bernard. Une réquisition générale de voitures est ainsi ordonnée dans les districts du Bas-Valais afin qu'il y en ait un nombre suffisant le 22 avril à Villeneuve²². Mainoni apprend cependant le 24 avril que seules 13 des 60 voitures prévues se sont rendues à Villeneuve pour effectuer le transport des charges. Regrettant d'autant plus cette situation que 60 autres voitures attendaient à Martigny pour assurer le relais jusqu'à Sion, il demande à connaître les responsables de cette négligence et engage la

19 *Ibidem*, n°325, 16 avril 1800.

20 *Ibidem*, n°347, 17 avril 1800.

21 *Ibidem*, n°375, 19 avril 1800.

22 *Ibidem*, n°378, 20 avril 1800.

Chambre administrative à prendre les mesures appropriées pour remplir la réquisition²³.

Le 20 avril, le préfet national du Valais est mis au courant de bruits faisant état d'une insurrection dans le Haut-Valais et de l'entrée des Autrichiens par le Saint-Bernard et leur descente jusqu'à Bourg-Saint-Pierre. Charles-Emmanuel de Rivaz estime cependant que ces fausses nouvelles consignées dans le n°31 du *Nouvelliste vaudois* seront rapidement démenties, car le général Mainoni paraît au contraire confiant en les mesures prises pour la sûreté du poste du Grand-Saint-Bernard²⁴. En fait, au lieu d'une incursion autrichienne, nous assistons même au début de l'offensive française. Non seulement les troupes françaises ne sont pas débordées, mais elles neutralisent le secteur du Saint-Bernard dès le 20 avril et coupent toute relation avec l'Italie. Le 24 avril, tous les ordres donnés précédemment sont annulés. Toute la cavalerie se trouvant en Valais est

sommée de se rendre immédiatement à Lausanne afin de se mettre à disposition pour une éventuelle mission. Dans le même temps, Bonaparte ordonne à Berthier d'acheminer l'armée de réserve à Genève, puis à Villeneuve, afin de se diriger le plus rapidement possible dans le Piémont et en Lombardie « soit en passant le Grand-St-Bernard, soit en passant le Simplon »²⁵. Le Premier Consul hésite encore apparemment entre les deux itinéraires

*Par le St-Bernard, vous vous trouverez agir beaucoup plus près du lac de Genève, et dès lors vos subsistances seront beaucoup plus assurées. Par le Simplon, vous arrivez tout de suite dans un plus beau pays*²⁶, mais il laisse entendre qu'une opération par le Grand-Saint-Bernard semble *plus proportionnée* aux moyens actuels de son armée qu'il incite à donner « à plein collier en Italie »²⁷ même si la moitié du nécessaire pour la troupe n'est pas réuni.

■
²³ *Ibidem*, n°435, 24 avril 1800.

²⁴ AEV, H 32, Lettres du préfet national du Valais, n°4188, 20 avril 1800.

²⁵ FEYLER 1900, p. 411.

²⁶ *Ibidem*, p. 412. Le post-scriptum laisse même entrevoir la possibilité, si les circonstances l'exigent, de passer par le Mont-Cenis. Rien n'est donc décidé le 24 avril.

²⁷ *Ibidem*, p. 412.

²⁸ Selon Lucien Lathion, les relations entre les chanoines et les occupants ont été tout à fait cordiales au point qu'une petite fête a même marqué le départ de l'hospice de ces derniers (LATHION 1991, p. 105). Les notes manuscrites d'un chanoine du Saint-Bernard mentionnent que les officiers et les religieux *prenaient ensemble leurs repas et leurs innocentes récréations; aux jours de fêtes et de dimanches ils unissaient leurs voix pour chanter les louanges du Dieu des armées* (FEYLER 1900, p. 485).

LE CHOIX DU GRAND - SAINT - BERNARD

Le temps presse. Les événements s'accroissent. L'option Saint-Gothard est abandonnée, car l'armée du Rhin n'est pas assurée de dominer la situation au nord. En revanche, le choix du Grand-Saint-Bernard comporte les avantages suivants : d'abord l'effet de surprise puisque les états-majors ennemis jugent ce col très difficile d'accès en période hivernale; ensuite, le fait que le versant italien du Grand-Saint-Bernard apparaisse comme le point faible de la coalition alors que la France contrôle bien la région avec l'implantation en Valais, depuis 1799, des trois compagnies de la 28^e demi-bri-

gade du général Mainoni et d'un bataillon de la 110^e, sans oublier les 200 hommes du capitaine Vivenot installés à l'hospice qui peuvent entretenir correctement le chemin muletier²⁸; enfin, l'annonce en avril que le baron autrichien de Mélas dégarnit la ligne du Pô pour concentrer ses forces sur le Mont-Cenis et Gênes où se trouve enfermé le général Masséna avec 30 000 hommes malades et affamés, d'où la nécessité de porter l'offensive non pas sur Milan, mais sur Tortone pour prendre à revers les Autrichiens en passant par un des cols valaisans.

Le 27 avril, Bonaparte annonce à Berthier que l'opération consiste à rallier en quatre jours Villeneuve à Aoste via le col du Grand-Saint-Bernard afin de surprendre totalement le général autrichien de Mélas qui reste persuadé que Bonaparte agite cette ruse pour le faire quitter le siège de Gênes et renforcer le secteur nord. Or, au début du mois de mai, il y a bien 5000 soldats à Genève, certes sans fusils et sans subsistance... Depuis longtemps objet des sarcasmes des espions étrangers, l'armée de réserve se constitue progressivement. Les sacs, caissettes, paires de souliers, tonneaux d'eau-de-vie²⁹, rations de biscuits et de pain, cartouches, obus, boisseaux d'avoine s'entassent progressivement dans des dépôts à Villeneuve. Les charges adaptées aux transports à dos de mulet sont préparées afin de ne pas perdre de temps lorsque les troupes arriveront. Les hommes reçoivent souvent leurs uniformes et leurs armes lors des petites étapes³⁰. Le 6 mai, le préfet national de Rivaz écrit au commissaire helvétique en Valais Wild que le général Mainoni s'est rendu au Saint-Bernard

et lui précise « On annonce qu'il y aura un passage de troupes effectué sur ce point »³¹. En effet, l'itinéraire est désormais connu : les troupes passeront par Genève, Lausanne et Martigny où la concentration est prévue pour le 13 mai. Le 10, une compagnie arrive à l'hospice pour préparer le terrain. Les 11 et 12 mai, dix pièces d'artillerie sont transportées à Bourg-Saint-Pierre. Les opérations s'avèrent longues et difficiles, mais un rapport daté du 12 mai souligne que les « habitants s'empressent de travailler et d'aider de tous leurs moyens ». Un magasin est organisé à Bourg-Saint-Pierre pour accueillir les 400 quintaux qui peuvent y être acheminés quotidiennement depuis Martigny. Si le foin, les 50 sacs d'avoine et les 30 000 rations de biscuits sont encore attendus, 264 quintaux de biscuits, 20 barils d'eau-de-vie pesant chacun 19 quintaux encombrant déjà le village de Bourg-Saint-Pierre. L'intendance française essaie en outre de trouver les 14 à 15 000 francs nécessaires pour payer les transports quotidiens entre le village et l'hospice³².

-
- ²⁹ L'eau-de-vie est utile tant pour les gros efforts en montagne que pour couper l'eau des glaciers connue pour être une des causes du goitre.
- ³⁰ *Ibidem*, pp. 405-408. Le général Berthier nous donne une idée du retard existant dans l'organisation lorsqu'il prescrit le 12 mai de faire tirer quelques coups de fusil à tous les conscrits », de leur montrer « de quel œil on mire pour ajuster et enfin de quelle manière on charge son fusil (*Ibidem*, p. 406).
- ³¹ AEV, H 32, Lettres du préfet national du Valais, n°4313, 6 mai 1800.
- ³² FEYLER 1900, p. 487.

LE PASSAGE DU COL PAR L'ARMÉE DE RÉSERVE

Le 14 mai, Charles-Emmanuel de Rivaz annonce à Wild que les informations détaillées qu'il lui a données ont des conséquences effrayantes pour le Valais, en particulier pour la partie du canton se trouvant sur la route du Saint-Bernard qui

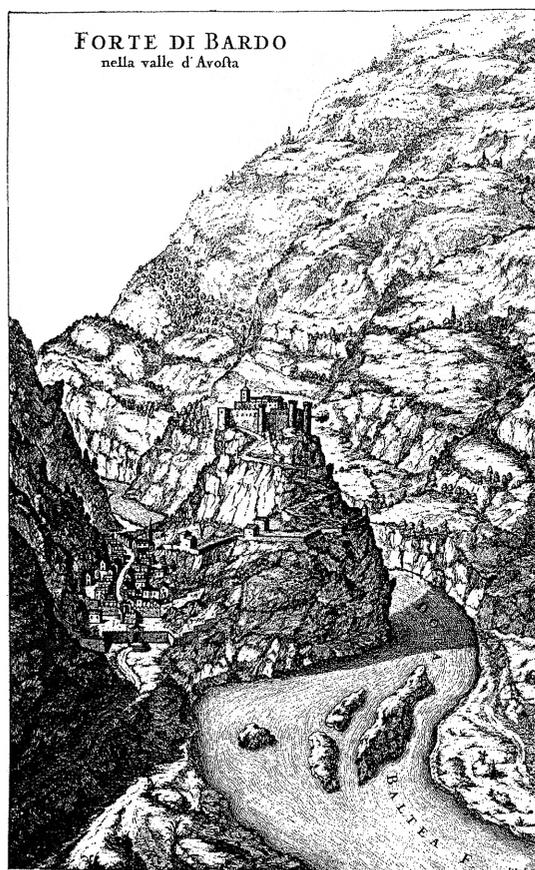
est déjà toute pleine de troupes, à ce qu'on nous dit, et, si ce qui se trouve encore dans le Léman s'y accumule, on ne saura plus où

les placer. La Chambre administrative découragée par le dénuement où l'on laisse ce canton dans cette circonstance, et des réquisitions multiples que fait cette armée, vient de prendre sans ne rien dire un arrêté fort véhément pour annoncer qu'elle donne sa démission. Elle l'a fait partir par le courrier du 12 à l'adresse du corps législatif, et elle me l'a envoyée à moi-même hier soir. Je suis

*extrêmement peiné de cette résolution qui va mettre l'administration de ce canton dans une grande confusion. J'écris ce soir à la Commission exécutive pour l'engager à prendre des mesures promptes afin d'y remédier*³³.

L'afflux de troupes françaises dans le Val d'Entremont représente donc la goutte qui fait déborder le vase. A Martigny, les portes restent closes au passage de l'armée. Réfugiés au-dessus de leur village, les habitants de Bovernier regardent les maisons qu'ils ont quittées par crainte des réquisitions en maudissant, paraît-il, « ces républicains qui, sous prétexte de conquêtes, venaient troubler la tranquillité ordinaire de leur vallée »³⁴. Dans les divers hameaux traversés, de longs sifflements annoncent aux montagnards l'arrivée imminente des Français tant redoutés. Décrit comme un « véritable cloaque » présentant le « plus triste aspect », Sembrancher est désert, car les paysans ont fui avec leurs chèvres ou se cachent dans leurs greniers. Quelques grenadiers défoncent des portes et découvrent des « taudis bouleversés »³⁵. Le général Berthier reçoit des plaintes au sujet de soldats qui entrent dans les maisons pour se procurer des vivres ou piller les occupants. Des mesures sont d'ailleurs prises afin de ménager « les propriétés des habitants qui ont déjà rendu tant de services »³⁶. Les recommandations sont réitérées plusieurs fois et les fauteurs de troubles bientôt menacés de sanctions sévères. A Orsières, les maisons sont également vides. Plus haut à Bourg-Saint-Pierre, la cavalerie donne lieu à des plaintes durant son bref bivouac; des maisons sont pillées et de la nourriture gaspillée³⁷. Bien qu'éloigné du théâtre des opérations, le préfet national apprend à Sion le 14 mai que les Autrichiens ont évacué Aoste pour se retirer au fort de Bard. Une lettre postée à Gênes le 25 avril l'informe en outre que Masséna, retranché dans la ville, immobilise toujours la moitié des troupes du baron de Mélas³⁸. Pendant ce temps, dans la nuit du 15 au 16 mai, l'avant-garde du général Lannes profite du temps clémente pour passer le Grand-Saint-Bernard, repousser les détachements ennemis éparpillés

dans la vallée et entrer dans Aoste. Les 17 et 18, c'est au tour du 2^e corps de Duhesme et de l'état-major emmené par Berthier. Habillé en civil, Bonaparte quitte Martigny le 19 à minuit en compagnie des chanoines Murith et Terrettaz. Quoique fatigué, il ne s'arrête que deux heures à l'hospice, s'y restaure, donne des témoignages de gratitude et redescend directement sur Etroubles où il arrive dans la soirée du 20. Le 3^e corps et l'arrière-garde sous les ordres de Victor ferment la marche les 21 et 22 mai. Au total, plus de 45 000 hommes, 5000 chevaux et mulets, 30 pièces d'artillerie de petit calibre franchissent le col en quelques jours³⁹.



Le vilain castel de Bard
(Gravure du XVII^e siècle)

■
33 AEV, H 32, Lettres du préfet national du Valais, n°4382, 14 mai 1800.

34 FEYLER 1900, p. 494.

35 *Ibidem*, p. 495.

36 *Ibidem*, p. 574.

37 *Ibidem*, p. 495 et 574.

38 AEV, H 32, Lettres du préfet national du Valais, n°4382, 14 mai 1800.

39 LATHION 1991, p. 107; QUAGLIA 1955, p. 548.

Quel accueil les chanoines du Saint-Bernard réservent-ils aux troupes françaises? Selon Lucien Quaglia, voyant que l'intendance militaire n'a prévu que le minimum pour reconforter les soldats exténués, les religieux distribuent du linge, des bas, des souliers aux hommes qui arrivent sans chaussures, les pieds ensanglantés, les vêtements en lambeaux. Les chanoines dressent également des tables devant l'hospice et offrent spontanément à chaque homme du vin, du pain de seigle et du fromage. Les distributions durent jusqu'à épui-

sement des provisions annuelles⁴⁰. Dans ses *Cahiers*, le capitaine Coignet témoigne d'ailleurs sa profonde reconnaissance aux *bons religieux* [qui] *firent tout ce qui dépendait d'eux, et je crois qu'ils furent bien traités. Pour notre compte, nous serrâmes les mains de ces bons pères en les quittant, et nous embrassâmes leurs chiens qui nous caressaient comme s'ils nous connaissaient. Je ne puis trouver d'expressions dans mon intelligence pour exprimer toute la vénération que je porte à ces hommes...*⁴¹.

L' I M P O R T A N T E C O N T R I B U T I O N V A L A I S A N N E

L'infanterie et la cavalerie passent le col sans véritable accroc, mais l'artillerie connaît des difficultés extrêmes. La livraison des traîneaux permettant de faire glisser les fûts de canons dans la neige a été tardive et cela freine la progression de l'armée. Le général Berthier s'en rend compte et écrit le 16 à Bonaparte qu'il renonce à utiliser les traîneaux :

*les gens du pays, [affirme-t-il], s'y connaissent mieux que nous; ils prennent un rondin de sapin qu'ils évident à moitié, ils placent la pièce dans le creux et, avec 60 hommes, ils traînent une pièce de 8 au haut du Saint-Bernard. [...] Une pièce de 8 coûte environ 500 francs à passer*⁴².

D'autres problèmes se posent encore : le manque de mulets et de main d'œuvre. Les habitants de Bourg-Saint-Pierre ne veulent pas prêter leurs dernières bêtes, car ils apprennent que l'armée tarde à les restituer. En outre, estimant trop rude le travail qu'on leur demande, ils refusent

de repartir avant que leurs traitements ne soient renégociés à la hausse. Le 19, le général Marmont fournit des renseignements fort intéressants : *Les paysans nous ont abandonnés; la rudesse du travail les en a dégoûtés; j'ai cependant prodigué l'argent pour les faire revenir. J'ai mis en mouvement également le sous-préfet du district. Je me suis encore adressé au commissaire de la Chambre administrative, Frédéric Gard, qui est passé ici ce matin. Je l'ai si vivement pressé qu'il m'a promis pour après-demain 500 paysans. Je souhaite que ces moyens nous donnent des bras. Les canoniers sont en petit nombre, aussi nous ne pouvons faire usage que de leur intelligence et non de leurs bras. Les sapeurs sont tous partis. Le peu de mulets d'artillerie que j'ai m'échappent, par deux raisons : la première, c'est que le général en chef les emmène dans la vallée et les garde avec lui au lieu de me les renvoyer; la deuxième, c'est que les muletiers, pour*

⁴⁰ GRENAT 1904, pp. 517-518; QUAGLIA 1955, p. 547.

⁴¹ DONNET 1950, p. 18. Les chiens ont sans doute été engagés durant le passage des troupes françaises, mais le journal de voyage de Friederike Brun nous fournit un témoignage contredisant la version faisant état d'une attitude pacifique de la part des chiens. L'écrivaine germano-danoise rencontre en 1802 le chanoine Dallèves qui lui rapporte que les chiens éprouaient une haine terrible vis-à-vis des soldats français, à tel point que les religieux ont dû leur faire porter une muselière lors du passage de Bonaparte en 1800. Une anecdote raconte même qu'un Français qui avait pénétré dans la cave pour s'emparer d'un tonneau de vin fut plaqué contre le mur par un chien qui se tenait debout, les pattes de devant appuyées contre le torse du militaire, tournant la tête et le museau en arrière comme pour marquer son dégoût (Communication de M. Peter Walser-Wilhelm à M. Bernard Truffer, 3 août 2000).

⁴² FEYLER 1900, p. 575. Ajoutons que la pièce de 8 pèse 1650 kilos et son caisson 1700 (*Ibidem*, p. 578).

lesquels je n'ai pu obtenir encore une paire de souliers et un habit, désertent par dizaines et se cachent dans les bataillons. Pour comble de malheur, nos mulets ne sont pas nourris, ou plutôt meurent de faim. J'ai employé un bataillon de la 59^e et un détachement de 600 hommes de la division Loison à monter des pièces et porter des effets d'artillerie. Ils s'en sont tirés avec une peine excessive, et grâce aux coups que les officiers ont distribués; mais ils sont si fatigués, harassés et mécontents qu'il est impossible de les faire recommencer. C'est beaucoup que chacun fasse une fois cette corvée. Les mulets sont bons et il faut les employer le plus possible, mais les hommes sont meilleurs. Ils ne craignent pas le verglas et ne laissent

pas, comme les premiers, leur charge sur la route. Soucieux de ne pas compromettre l'opération, Marmont prend des mesures: il ordonne au 3^e corps de traîner avec lui toute l'artillerie des divisions jusqu'à Saint-Rhémy, de remplacer par des conscrits les 50 muletiers qui ont déserté, enfin d'amener à Bourg-Saint-Pierre tous les cordages disponibles dans la vallée, car il n'est pas question d'attendre ceux qui doivent arriver de Genève depuis plusieurs jours⁴³. Bonaparte intervient également en personne et adresse le 20 mai deux réquisitions à la population locale, une première de 6000 paysans munis de cordes pour traîner les canons de Bourg-Saint-Pierre au Saint-Bernard, moyennant un paiement immédiat de 1000 livres de France

■
⁴³ *Ibidem*, p. 576.



Passage du Mont Saint-Bernard, le 30 Floréal, An VIII,
Composé et dessiné par Carle Vernet; gravé à l'eau-forte
par Duplessi-Bertaux
(Gattlen, I, 233)

par pièce de canon transportée, une seconde de 600 hommes pour assurer la protection des convois entre Saint-Maurice et Saint-Rhémy, avec promesse pour les soldats d'une solde de dix sols par jour et pour les officiers d'un traitement égal à celui de leurs homologues français.

Saisie par les autorités valaisannes inquiètes de la tournure des événements en cette période critique pour le pays, la Commission exécutive n'apporte pas le secours escompté puisqu'elle estime que les indemnités offertes sont suffisantes et même profitables aux personnes qui les toucheront. Impuissant et fataliste, le gouvernement helvétique n'entend donc pas intervenir auprès des autorités françaises, car il ne voit pas comment changer cette

*disposition faite par ordre du Premier Consul et commandée impérieusement par les circonstances [...] [car il] s'agit ici de satisfaire aux besoins du moment, et toute mesure qui apporterait des retards à l'exécution des projets du Premier Consul serait non seulement nuisible à la cause commune, mais encore pourrait augmenter les charges qui pèsent sur le Valais*⁴⁴.

La Chambre administrative n'a d'autre choix que de se soumettre à la volonté de Bonaparte, mais précise qu'elle souhaite bénéficier de l'aide financière du gouvernement helvétique au cas où la troupe mise à disposition ne devait pas être rétribuée aussi convenablement que prévu⁴⁵. Elle nomme en outre le capitaine Charles d'Odet en tant que commandant des ouvriers requis pour le transport des canons de l'armée française par le Grand-Saint-Bernard. Ce dernier arrive dans le Val d'Entremont le 22 mai, prend contact avec les trois collaborateurs qu'il a désignés ainsi qu'avec les chefs des communes valaisannes et leurs ressortissants déjà au travail, et invite les communes à compléter rapidement leurs contingents, car bien que venant de toute la partie francophone du Valais, le nombre de 6000 manœuvres n'est pas atteint⁴⁶.

Le 22 mai, Charles-Emmanuel de Rivaz reçoit personnellement des ordres du Premier Consul concernant la mise sur pied de six compagnies de milice sédentaire afin d'assurer une « bonne

police » sur la route de l'armée française, de surveiller les magasins, d'escorter les convois et les prisonniers. S'il se réjouit de constater que les communes valaisannes de la partie francophone, déjà épuisées par les nombreuses corvées à remplir, ne doivent fournir pour cette mission que la compagnie commandée par le capitaine Morand⁴⁷, il s'étonne en revanche de la difficulté à rassembler le nombre de travailleurs demandés pour le passage de l'artillerie par le Saint-Bernard « puisque ce travail sera payé comptant, suivant la promesse du Consul, et même bien payé à ce qu'il paraît »⁴⁸. Et le préfet d'espérer que les communes des alentours de Saint-Maurice feront preuve d'une bonne volonté égale à celles des environs de Sion.

Le préfet national n'a pas le temps de se réjouir d'avoir convaincu le gouvernement helvétique, grâce à l'appui bienveillant du commissaire Wild, que le Valais ne pouvait fournir un gros contingent de soldats alors que parallèlement mille mulets avec leurs conducteurs et 6000 travailleurs pour le transport de l'artillerie se trouvaient en réquisition, et avaient par là épuisé presque toute l'élite et toute la réserve⁴⁹, car la Commission exécutive exige que le Valais mette à disposition six compagnies, soit 600 hommes. Embarrassé, de Rivaz demande au ministre de la Guerre de suspendre la levée de ce corps, car, explique-t-il, *Nos travailleurs selon les apparences, vont être retenus encore longtemps, quoiqu'il y ait à ce qu'on [me] rapporte déjà 35 canons de l'autre côté de la montagne, il y a des caissons à faire suivre, il y en a encore à Martigny, et dans l'Entremont, il y en a à Villeneuve et il en a passé à Lausanne ces jours derniers. Je ne puis donc pas compter sur le renvoi de nos hommes pour les employer au service militaire. Notre élite ne consiste qu'en deux bataillons formant une masse effective de moins de 1900 hommes dont la majeure partie est employée à traîner l'artillerie et à transporter avec leurs mulets les subsistances de l'armée*⁵⁰.

Le préfet national valaisan relève en outre que le principe de proportionnalité voudrait que le

44 PUTALLAZ 1975, p. 169.

45 *Ibidem*, pp. 168-169.

46 *Ibidem*, pp. 170-172.

47 AEV, H 32, Lettres du préfet national du Valais, n°4439, 22 mai 1800.

48 *Ibidem*, n°4441, 22 mai 1800.

49 *Ibidem*, n°4451, 24 mai 1800.

50 *Ibidem*, n°4460, 26 mai 1800.

Léman, qui possède 8 bataillons tous disponibles, fournisse 960 hommes et le Valais 240, et même moins si l'on songe au nombre de muletiers, voituriers et conducteurs d'artillerie qu'il a actuellement en activité. Fribourg, note de Rivaz, pourrait également fournir des soldats puisqu'il n'a pas à supporter le fardeau des logements de troupes⁵¹. Il semble que les arguments du préfet soient pris en compte, car le Valais ne fournit finalement que trois compagnies, soit 300 hommes postés à Martigny, Sembrancher et au Saint-Bernard⁵².

Le 24 mai, le préfet de Rivaz revient sur les raisons ayant poussé les membres de la Chambre administrative du Valais à démissionner collectivement. Il y a d'abord un découragement évident, car les autorités constatent l'inanité de leurs efforts alors qu'une nouvelle catastrophe s'annonce avec l'arrivée d'« une nombreuse armée sur son territoire sans qu'on lui eût préparé aucune ressource »⁵³. Devinant que « le retour de la belle saison ramènerait une armée dans ce canton frontière », la Chambre administrative avait demandé qu'un commissaire ordonnateur soit nommé afin de comparer les ressources du Valais avec celles des cantons du Léman, de Fribourg et de l'Oberland et de répartir plus justement les fournitures pour l'armée. Or, les membres de la Chambre ont remarqué la partialité du commissaire songeant plus à charger le Valais pour soulager le canton du Léman dont il est issu. Constatant que les ressources envoyées en Suisse par les commissaires français (vivres, fonds pour l'approvisionnement et les transports militaires) se consomment toutes dans le canton du Léman alors que le déficit pèse sur le Valais où l'armée vit presque uniquement de réquisitions prises chez l'habitant, le peuple du Bas-Valais comprend avec amertume que le gouvernement helvétique n'a aucune envie de le secourir efficacement alors qu'il a pourtant toujours montré de bonnes dispositions⁵⁴.

Pendant ce temps à Bourg-Saint-Pierre, Charles d'Odet organise méthodiquement le transport des pièces d'artillerie, car contrairement à la légende, l'armée de réserve n'a traîné avec elle que quelques pièces... L'officier valaisan doit

également surveiller, encourager les ouvriers ou, comme le travail est fort pénible, les dissuader parfois de s'en aller. Les conditions s'avèrent en effet difficiles, inhumaines : bien qu'aides de mulets, les paysans sont obligés de porter sur leurs épaules de nombreuses pièces d'artillerie durant plus de trois heures entre Bourg-Saint-Pierre et le col. Les blessures sont fréquentes, les vêtements rapidement lacérés et la nourriture souvent insuffisante⁵⁵.

Le 24 mai, deux membres de la Chambre administrative se trouvent à Martigny pour pourvoir à tous les besoins et réquisitions d'urgence que le passage de l'armée entraîne. Un autre administrateur se trouve également dans le Haut-Valais pour ordonner quelques réquisitions en faveur du général Bétancourt⁵⁶. Les autorités valaisannes font leur possible pour combler les attentes du Premier Consul, « ce héros, qui nous promet la paix pour prix de nos efforts, et qui veille à ce que notre patrie ne devienne pas le théâtre de la guerre »⁵⁷.

Le 30 mai, le préfet national valaisan remercie son homologue du canton des Waldstätten pour ses renseignements⁵⁸ et lui fournit à son tour des indications sur le passage de l'armée de réserve :

Le Premier Consul Bonaparte vient de passer par ce canton pour entrer en Italie avec une armée forte de 45 mille hommes tant cavaliers qu'infanterie; il a passé lui-même la montagne du St-Bernard, et se trouve actuellement à Aoste. Son avant-garde est à quinze lieues plus loin à Ivree, qu'elle occupe. Elle y a fait 185 prisonniers, qui ont déjà passé dans ce canton [à Martigny]. Elle en avait précédemment fait 227 près de Châtillon, bourg à quatre lieues au-delà d'Aoste. Il y a cependant entre Châtillon et Ivree un fort nommé le fort de Bard, qui n'est pas encore pris. Les Français ont passé au-dessous et même avec quelque artillerie, sans que celle de ce fort leur ait fait beaucoup de mal. Vous jugerez des embarras que cause le passage de cette armée par les demandes que le Premier Consul nous a faites. Elles consistent en mille mulets pour porter les subsistances dans la montagne et six mille

■
51 *Ibidem*.

52 FEYLER 1900, p. 581.

53 AEV, H 32, Lettres du préfet national du Valais, n°4452, 24 mai 1800.

54 *Ibidem*, n°4383, 14 mai 1800.

55 PUTALLAZ 1975, p. 172.

56 AEV, H 32, Lettres du préfet national du Valais, n°4452, 24 mai 1800.

57 *Ibidem*, n°4478, 28 mai 1800.

58 Le préfet du canton de Waldstätten l'informe que 20 000 fantassins et 2500 carabiniers sont passés le 20 mai par Altorf, Urseren et le Saint-Gothard (*Ibidem*, n°4480, 29 mai 1800).

travailleurs pour transporter à bras les canons, les caissons et les chars. Beaucoup de pièces sont déjà passées, mais il y en a encore beaucoup en arrière, et les travaux continuent toujours. Nous avons, outre cela, 300 chevaux ou bœufs d'attelage pour le service de cette armée dans la plaine, et on nous demande 600 hommes d'élite pour la garde des magasins, l'escorte des convois, des prisonniers, etc. Vous pourrez calculer, d'après ces faits, l'état de soucis dans lequel nous sommes. Au surplus, l'armée s'est conduite avec beaucoup de sagesse, et nous devons, sans doute, à la présence de l'homme célèbre qui la commande, le peu de

désordre qu'elle a commis. Il a fallu faucher beaucoup de prés pour alimenter la cavalerie. Nous avons encore une autre armée, mais très peu nombreuse qui entre en Italie par le Mont Simplon sous les ordres du général Bétancourt. Celui-ci a déjà son quartier à Dovedro de l'autre côté de la montagne. Les Autrichiens qui étaient dans cette partie se sont retirés à Arnavasco près du Lac Majeur. Ces commencements doivent nous faire espérer que le théâtre de la guerre s'éloignera de nos contrées, et que la paix pourrait en être le résultat. Tout bon Suisse doit faire ce vœu pour le soulagement de notre malheureuse patrie⁵⁹.

■ Ibidem, n° 4501, 30 mai 1800.

43



Passage de l'armée française au Grand-Saint-Bernard
(Gattlen, I, 945)

Charles-Emmanuel de Rivaz observe non sans plaisir l'avancée de l'armée française et surtout son éloignement du Valais. L'utilisation du « nous » dans la lettre adressée au commissaire Wild tendrait même à penser que le préfet national prend parti :

L'attaque a parfaitement réussi, ainsi que la manœuvre par laquelle nous avons tourné le poste de Crevolaz. L'ennemi, à la suite de trois combats qu'il a soutenus avec vivacité dans cette journée, a été poussé dans ses retranchements d'Arnavasco, d'où nous le débusquerons bientôt. Nous avons fait jusqu'ici 50 prisonniers, pris des chevaux, des armes et des équipages⁶⁰. La Cisalpine est ainsi littéralement ouverte à l'armée de réserve qui descend du col, contourne l'armée autrichienne pour rejoindre les 20 000 hommes passés par le Simplon, le Saint-Gothard et le Mont-Cenis. Le 2 juin, Bonaparte fait une entrée triomphale à Milan avant de mener des opérations encore plus actives qui se terminent le 14 juin par la victoire de Marengo. Ce n'est que le 7 septembre 1800 que Bonaparte s'intéresse à nouveau au Valais lorsqu'il ordonne de commencer la route de Genève à Domodossola via la vallée du Rhône et le Simplon.

En Valais, le préfet national connaît quelques soucis administratifs. Il doit notamment rappeler à l'ordre certaines communes du Val d'Hérens « pour y presser l'envoi des ouvriers demandés pour le transport de l'artillerie française par le St-Bernard »⁶¹. Il doit intervenir pour réclamer à Salvan le retour imminent des officiers municipaux qui ont

abandonné leur poste pour aller acheminer le transport de l'artillerie sur le St-Bernard, et [qui] laissent ainsi en souffrance le service public auquel l'agent seul ne peut pas suffire⁶².

Le problème s'avère plus politique dans le Haut-Valais où l'on ne voit pas d'un bon œil l'aide fournie à l'armée française par l'Etat. A défaut d'être tout à fait réticente, la région de Sierre semble bien partagée. Si les autorités de ce district affirment ne plus vouloir servir la République tant que les cinq districts supérieurs ne feront pas davantage d'efforts, des Sierrois ont insulté les ouvriers envoyés par les communes d'Anniviers et de Lens pour les travaux à Bourg-Saint-Pierre qu'ils jugeaient « trop portés de bonne volonté à servir l'armée française »⁶³.

- ⁶⁰ *Ibidem*, n°4502, 31 mai 1800.
- ⁶¹ *Ibidem*, n°4499, 30 mai 1800.
- ⁶² *Ibidem*, n°4545, 5 juin 1800.
- ⁶³ *Ibidem*, n°4513, 1^{er} juin 1800.
- ⁶⁴ *Ibidem*, n°4517, 2 juin 1800.

R É U S S I T E D U P L A N F R A N Ç A I S E T C O N S É Q U E N C E S P O U R L E V A L A I S

Les jours qui suivent, les autorités valaisannes mettent tout en oeuvre pour satisfaire les vœux de la République leur alliée et ne pas désobliger le Premier Consul. Des mesures sont notamment prises pour arrêter les déserteurs français qui abandonnent l'armée d'Italie et reviennent en Valais non munis de

congé⁶⁴. Cette attitude positive ainsi que les succès obtenus en Italie par le Premier Consul convainquent Charles-Emmanuel de Rivaz de réclamer auprès du ministre de la Guerre la bienveillance de la France à l'égard du Valais :

Il paraît, dit-il, que les transports de munitions de guerre et de bouche vont cesser d'avoir

lieu à travers ce canton. Je suis instruit qu'il n'y en a déjà plus à Martigny, et que le reste passe journellement par le St-Bernard. Je pense aussi que toutes les autres communications du Piémont avec la France étant libres désormais par l'évacuation des armées autrichiennes, les prisonniers seront conduits en France par les dits passages préférablement à celui du St-Bernard plus long et plus difficile que les autres. Ces trois circonstances, poursuit le préfet, paraissent rendre désormais inutile l'entretien des douze cents hommes que le Premier Consul avait fait placer pour la garde des magasins, l'escorte des convois et des prisonniers. Cet état de choses m'a fait croire que le ministre de France adopterait l'idée du licenciement de ce corps, si elle lui était proposée [...]. Cette mesure, si elle était adoptée serait une économie pour notre République, qui fournit les étapes, et préviendrait les mauvais effets du défaut de solde, dont j'ai eu l'honneur de vous informer précédemment. Elle ferait même un très bon effet sur les soldats de l'élite qui se laisseraient employer bien plus volontiers une autre fois, s'ils voyaient que dans cette circonstance, on eût été attentif à ne pas les fatiguer inutilement⁶⁵.

De Rivaz a une nouvelle fois vu juste. Les désertions, la débauche, la grogne menacent en effet. Mécontents de ne pas toucher la solde correcte que le Premier Consul leur a promise, les soldats valaisans sollicitent leurs communes pour qu'on envoie à leur place d'autres hommes pour remplir cette corvée pénible et parfois non payée. Les ouvriers engagés pour le transport de l'artillerie connaissent des tourments identiques vu que la promesse d'indemnisation n'est pas tenue par les Français préférant rémunérer les porteurs à la pièce, système de paiement bien sûr moins avantageux que les 1000 francs promis par canon transporté. Se sentant floués vu les efforts consentis, bien des ouvriers ont interrompu leur pénible travail. Ceux qui ont persévéré sombrent dans le désarroi total lorsque le général de brigade Allix, responsable du trans-

port de l'artillerie, voyant que la majeure partie des troupes françaises a franchi le col, annonce la suspension des traitements à partir du 3 juin. Les négociations de Charles d'Odet, les tentatives de chantage d'Allix – celui-ci exige que les ouvriers valaisans descendent encore leurs charges du Saint-Bernard à Etroubles, sans quoi rien ne leur sera payé – n'y changent rien : certaines prestations sont donc fournies gratuitement puisque les derniers versements n'auront jamais lieu. Les dettes françaises touchent près d'un millier de Valaisans; le passif se monte à 2293 francs de France, sans compter les sommes dues aux communes et le traitement de chacun des 17 chefs de commune engagés pour recruter un maximum de paysans⁶⁶.

Très satisfait du zèle des habitants de Bourg-Saint-Pierre, Bonaparte demande une estimation des dommages causés par le passage de l'armée afin que les villageois soient justement indemnisés. Les réclamations s'élèvent au total à 39 151 francs pour le bois coupé, les prairies, champs et jardins abîmés, les nombreuses marmites empruntées et non rendues, les journées de guides. Les démarches de la municipalité de Bourg-Saint-Pierre s'avèrent cependant longues et improductives. Quant aux chanoines du Saint-Bernard, pratiquant l'hospitalité de manière tout à fait gratuite, ils ne réclament aucune indemnité au gouvernement français. Or, les autorités valaisannes, émues par la détresse des braves religieux, demandent à la France de venir en aide à la congrégation qui ne peut produire qu'une pièce concernant la consommation extraordinaire faite par les troupes françaises. Les chiffres sont éloquentes : durant l'année 1800, 21 724 bouteilles de vin, 3498 livres de fromage, 500 draps de lit et couvertures pour guêtres et pantalons, 749 livres de sel, 400 livres de riz, 500 livres de pain, 1758 livres de viande ont été fournis aux soldats français, dont plus du tiers uniquement entre les 15 et 18 mai. Les dépenses totales s'élèvent à 40 000 francs. La maison du Saint-Bernard doit attendre 1805 pour ne toucher que 18 000 francs⁶⁷.

65 *Ibidem*, n°4666, 21 juin 1800.

66 PUTALLAZ 1975, pp. 173-175.

67 QUAGLIA 1900, p. 548; GRENAT 1904, pp. 519-520.

La mission du capitaine d'Odet au Grand-Saint-Bernard se termine vers le 12 juin 1800, après 23 jours de labeur. Le 28 juin, le préfet national du Valais annonce que le passage des troupes par le col est terminé⁶⁸. Commence alors un long combat pour Charles d'Odet, peu avare en démarches pour recouvrer le salaire que lui-même et ses anciens subordonnés ont mérité, pour réfuter les attaques de ceux qui l'accusent

de malversation, enfin pour faire reconnaître le rôle ingrat, essentiel - quoique non reconnu - des ouvriers valaisans qui ont hissé au sommet du col pas moins de 60 pièces d'artillerie⁶⁹. Quelque deux cents ans plus tard, le présent article a donc pris le relais du capitaine d'Odet pour mettre en lumière, faire revivre l'activité capitale, mais tellement méconnue d'une partie de la population valaisanne.

■
⁶⁸ AEV, H 32, Lettres du préfet national du Valais, n°4728, 28 juin 1800.
⁶⁹ PUTALLAZ 1975, pp.176-180.

Bibliographie

CHANOINES DU GRAND-SAINT-BERNARD, *Le Grand-Saint-Bernard*, Martigny, 1994.

A. DONNET, *Le Grand Saint-Bernard*, Trésors de mon pays, 45, Neuchâtel, 1950.

F. FEYLER, « Le Passage du Saint-Bernard en 1800 », in *Revue militaire suisse*, Pully, 1900, pp.349, 401-412, 484-498 et 573-582.

Résumé de la première partie de l'ouvrage du capitaine DE CUGNAC, *Campagne de l'armée de réserve en 1800*, intitulée « Passage du Grand-St-Bernard », Paris, 1900.

P.-A. GRENAT, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904.

J. GROSS, *L'Hospice du Grand Saint-Bernard*, Institutions et traditions de la Suisse romande, Neuchâtel, 1933.

P.-A. IBERTIS, *Le Grand Saint-Bernard ou essai historique sur ce que l'hospice du Saint-Bernard offre de plus intéressant*, Aoste, 1832.

L. LATHION, *Bonaparte et ses soldats au Grand-Saint-Bernard*, Neuchâtel, 1978.

L. LATHION, « Sur le chemin du Grand-Saint-Bernard en mai 1800 », in *Almanach du Valais*, Sion, 1991, pp. 101-110.

V. LUISIER, *Le Col du Grand-Saint-Bernard. Importance militaire et économique des origines à 1800. Bibliographie*. Sion, 1998.

P.-A. PUTALLAZ, « Sur le passage du Saint-Bernard par Bonaparte en 1800 », in *Annales Valaisannes*, Sion, 1975, pp.157-201.

L. QUAGLIA, *La Maison du Grand-Saint-Bernard des origines aux temps actuels*, Aoste, 1955

CHANOINES DU
GRAND-SAINT-BERNARD 1994

DONNET 1950

FEYLER 1900

DE CUGNAC 1900

GRENAT 1904

GROSS 1933

IBERTIS 1832

LATHION 1978

LATHION 1991

LUISIER 1998

PUTALLAZ 1975

QUAGLIA 1955